

Communiqué de presse

« Temps Présent » sévèrement condamnée par la justice

L’AIEP – organe de surveillance de la SSR – a donné raison à Dominique Giroud et, dans les considérants de sa décision du 25 août 2016, envoyé une véritable volée de bois vert à « Temps Présent ». Ces considérants se lisent comme un inventaire à la Prévert des graves fautes accumulées par les journalistes de la RTS, accusés d’avoir réalisé un reportage « tendancieux qui n’a relevé que des aspects en défaveur de Dominique Giroud et rien à sa décharge », « omettant des informations essentielles pour la compréhension du public », « jetant le discrédit sur Dominique Giroud », « suscitant envers lui un sentiment de mépris », « ne respectant pas les devoirs essentiels de diligence journalistique » et dont « les manquements ont empêché le public de se faire sa propre opinion sur Dominique Giroud ». L’AIEP conclut que « Temps Présent », en « livrant un réquisitoire jugeant Dominique Giroud moralement, personnellement et professionnellement et de manière négative », « n’a pas respecté le principe de la présentation fidèle des événements » et « a donc violé » la loi. En bientôt 50 ans d’existence, c’est la troisième fois seulement que la prestigieuse émission « Temps Présent » est condamnée par l’AIEP pour avoir manqué à ses devoirs d’objectivité et de véracité.

Lausanne, le 10 janvier 2017 – Le 25 août 2016, l’autorité indépendante d’examen des plaintes en matière de radio-télévision (AIEP) a accepté une plainte de Dominique Giroud et condamné l’émission « Temps Présent » pour avoir sali la réputation du vigneron-encaveur. Le reportage litigieux, d’une durée de plus de 52 minutes, s’intitule « Affaire Giroud, du vin en eaux troubles » et a été diffusé le 22 janvier 2015. Aujourd’hui, l’AIEP a publié sur son site Internet (www.aiep.admin.ch) les considérants de sa décision. Ceux-ci se lisent comme un long inventaire à la Prévert (23 pages) des graves fautes accumulées par les journalistes de la RTS Pietro Boschetti et Philippe Mach, sous la responsabilité de Jean-Philippe Ceppi. Tous sont sévèrement accusés d’avoir réalisé un reportage « tendancieux qui n’a relevé que des aspects en défaveur de Dominique Giroud et rien à sa décharge » (considérant 7.5.6), « omettant des informations essentielles pour la compréhension du public » (considérant 7.4.2), « jetant le discrédit sur Dominique Giroud » (considérant 7.2.1), « suscitant envers lui un sentiment de mépris » (considérant 7.4.2), « ne respectant pas les devoirs essentiels de diligence journalistique » (considérant 7.5.6) et dont « les manquements ont empêché le public de se faire sa propre opinion sur Dominique Giroud » (considérant 7.6.3).

Le reproche principal de l’AIEP aux journalistes de « Temps Présent » est d’avoir trompé les téléspectateurs sur la marchandise. Alors qu’ils avaient annoncé un reportage visant « à mettre en lumière les dysfonctionnements, les failles et les lacunes importants affectant le système de surveillance du secteur vini-viticole », ils ont en fait tronqué la réalité « en évoquant des faits en dehors du sujet annoncé et en omettant d’autres », avec pour conséquence de « livrer un réquisitoire jugeant Dominique Giroud moralement, personnellement et professionnellement et de manière négative » (considérant 7.6.2). L’AIEP en conclut que le reportage de « Temps Présent » « n’a pas respecté le principe de la présentation fidèle des événements » et « a donc violé » la loi (art. 4 al. 2 LRTV) (point 7.7). En bientôt 50 ans d’existence,

c'est la troisième fois seulement que l'émission « Temps Présent » est condamnée par l'AIEP pour avoir manqué à ses devoirs d'objectivité et de véracité.

La réaction du porte-parole de Dominique Giroud : « Quand le journaliste Pietro Boschetti a pris contact avec nous, nous avons immédiatement compris que sa prétendue enquête sur les dysfonctionnements du contrôle des vins en Suisse n'était qu'un prétexte. Il n'avait qu'une idée en tête : monter un dossier à charge contre Dominique Giroud en tronquant les faits. Nous lui avons dit qu'il faisait fausse route, mais ses préjugés idéologiques contre Dominique Giroud ont été les plus forts. Le résultat est indigne d'une émission comme "Temps Présent". C'est une injure au métier de journaliste qui ne doit pas rester sans conséquences. Nous allons veiller à ce que, conformément à la loi, la RTS prenne les mesures internes nécessaires pour que de tels dysfonctionnements ne se reproduisent plus à l'avenir. »

Dans sa plainte contre « Temps Présent », Dominique Giroud avait également fait valoir des griefs en relation avec une violation des droits de la personnalité. Comme les aspects touchant à la sphère privée n'entrent pas dans la compétence de l'AIEP, cette dernière a renvoyé Dominique Giroud à la justice civile pour obtenir réparation.

Le commentaire du porte-parole de Dominique Giroud : « Sur le plan civil, en novembre 2016, Dominique Giroud a déposé une plainte contre la SSR notamment pour violation des droits de la personnalité, assortie d'une demande d'indemnisation à hauteur de CHF 15 millions au minimum au titre des dommages subis en raison de la campagne de dénigrement conduite par la SSR, notamment à travers le reportage de "Temps Présent" du 22 janvier 2015. La condamnation de ce reportage par l'AIEP laisse bien augurer du résultat de cette procédure. »

A l'occasion de cette décision de justice, Dominique Giroud rappelle qu'il n'a jamais été condamné par aucun juge ni aucun procureur pour ses pratiques œnologiques. Il espère que cette réalité sera un jour enfin reconnue et que les accusations gratuites et infondées prendront fin.

Contact

Marc Comina, mc@marc-comina.ch, +41 79 128 34 95

Retrouvez sur www.dominique-giroud.com (rubrique « Actualités ») ce communiqué et toutes les réponses de Dominique Giroud à ceux qui l'ont accusé à tort d'avoir trafiqué ses cuves et trompé les consommateurs.

Annexe : liste non exhaustive des erreurs commises par « Temps Présent »

1. Le reportage de « Temps Présent » « a omis des informations essentielles pour la compréhension du public relatives aux coupages de vin reprochés » à Dominique Giroud (considérant 7.4.2). Selon l'AIEP, ces omissions « démontrent la tendance du reportage à thématiser les points négatifs concernant Dominique Giroud » (idem). Parmi les « faits essentiels » omis par le reportage, on peut mentionner :
 - 1.1. En ce qui concerne l'absence de comptabilité de cave chez Giroud Vins SA pendant sept mois entre 2007-2008, présentée dans le reportage comme une méthode visant à cacher de graves irrégularités dans l'assemblage des vins, l'AIEP indique que « la RTS était au courant » que Dominique Giroud avait bien, dans un deuxième temps, remis sa comptabilité de cave et que celle-ci ne comportait pas d'irrégularité. L'AIEP constate ainsi que le reportage de « Temps Présent » « a éludé, à tort, ces éléments essentiels

- pour la compréhension du public, qui n'a pas pu se faire une opinion correcte » (considérant 7.4.3).
- 1.2. L'AIEP se plaint en outre à souligner que « la RTS n'a pas jugé nécessaire de signaler que chaque année des entreprises vinicoles sont épinglées en raison d'irrégularités dans leur comptabilité de cave (incomplète, fausse, voire absente) » (considérant 7.4.3), faisant ainsi apparaître la situation de Dominique Giroud comme exceptionnelle, ce qu'elle n'était nullement.
 - 1.3. Toujours afin d'orienter le téléspectateur au détriment de Dominique Giroud, le reportage affirme faussement « qu'il est interdit de mettre dans un lot plus que 15% d'un vin d'un autre cépage, d'un autre lieu de production ou d'un autre millésime » (considérant 7.4.2). L'ensemble du reportage érige faussement la limite des 15% en limite absolue, qualifiée – une nouvelle fois à tort – de « règle d'énorme tolérance » (idem). Or, le reportage « n'a pas rapporté » que des exceptions nombreuses existent (par exemple coupage à 49% pour le vin de St-Saphorin), ce qui aurait pourtant permis de « relativiser la gravité des agissements reprochés » (idem).
 - 1.4. Toujours dans le but de décrédibiliser Dominique Giroud, le reportage « n'a pas indiqué que les coupages dénoncés entre 2006 et 2009 portaient sur une faible quantité des volumes encavés durant cette période » (considérant 7.4.2).
 - 1.5. En ce qui concerne l'interview de l'ancien journaliste de la RTS Yves Steiner, le reportage de « Temps Présent », pourtant « censé véhiculer une information transparente au public » afin de permettre « une juste compréhension des propos tenus par Yves Steiner à l'égard de Dominique Giroud, n'a pas signalé que [Yves Steiner] était inculpé dans une procédure genevoise pour escroquerie et abus de confiance et qu'il avait un contentieux personnel avec Dominique Giroud (plainte pénale) » (considérant 7.4.4).
2. Le reportage de « Temps Présent » a été tendancieux en choisissant d'aborder des sujets sans lien avec la problématique annoncée du contrôle des vins suisses, dans le seul but de nuire à la réputation de Dominique Giroud. Deux exemples :
 - 2.1. En ce qui concerne le sixième volet du reportage consacré aux relations entre Dominique Giroud et Maurice Tornay, l'AIEP est obligée de constater que, « contrairement à ce que prétend la RTS », il existe « un manque de pertinence entre le sujet traité dans ce sixième volet et le thème annoncé dans l'introduction du reportage » (considérant 7.4.5).
 - 2.2. Selon l'AIEP, le même « manque de pertinence est également à déplorer dans le septième et dernier volet du reportage qui rappelle le montant réclamé à Dominique Giroud par les autorités fiscales et son engagement à l'honorer » (considérant 7.4.6).
 3. Le reportage de « Temps Présent » n'a pas présenté correctement le point de vue de Dominique Giroud. A titre d'exemple, le présentateur de « Temps Présent » « n'a pas veillé à exposer de manière suffisante les raisons pour lesquelles [le porte-parole de Dominique Giroud] avait fait le choix de retirer les extraits de son interview et de renoncer à participer au reportage, largement évoquées dans son courriel du 17 décembre 2014. Un bref résumé du courriel du 17 décembre 2014 aurait permis de présenter adéquatement les motifs de la rétractation [du porte-parole de Dominique Giroud] et le point de vue de Dominique Giroud. Contrairement aux dires de la RTS, la rétractation [du porte-parole de Dominique Giroud] ne se fondait pas sur des motifs personnels mais portait sur des critiques concernant des accusations et insinuations à l'égard de son client et diffusées par la suite dans le reportage » (considérant 7.5.4).
 4. Contrairement à leurs obligations légales, les journalistes de « Temps Présent » n'ont pas présenté « avec ses meilleurs arguments » le point de vue de Dominique Giroud. Pire : ils n'ont tout simplement présenté aucun argument favorable à Dominique Giroud, forçant

l'AIEP à constater « que le reportage n'a pas relevé d'éléments positifs en faveur [de Dominique Giroud] » (considérant 7.5.5). L'AIEP constate en particulier que, « à aucun moment, afin de contrebalancer les agissements qui étaient reprochés à Dominique Giroud dans le commerce de vin, le reportage n'a mis en lumière ses qualités œnologiques et la qualité de son vin, primé à plus de 300 reprises, et qui en ont fait assurément son succès tant en Suisse qu'à l'étranger » (idem).

5. Le reportage de « Temps Présent » a choisi pour décrire Dominique Giroud des expressions négatives qui, selon l'AIEP, « ont terni davantage son image et faussé l'impression du public » (considérant 7.5.5).
6. Le reportage de « Temps Présent » commet l'erreur d'insister trop lourdement sur la soustraction fiscale de Dominique Giroud : « Son rappel excessif tout au long du reportage (commentaires de la voix off, reconstitutions, interviews) n'était pas justifié au regard du thème abordé, portant sur le contrôle suisse des vins et ses dysfonctionnements, et a influencé de manière négative l'opinion du public sur Dominique Giroud » (considérant 7.3). L'AIEP se plaît d'ailleurs à rappeler que la soustraction fiscale de Dominique Giroud « n'a pas été considérée comme grave » (considérant 7) par le Ministère public du canton de Vaud.
7. Le reportage de « Temps Présent » commet l'erreur de rappeler les croyances de Dominique Giroud et des faits anciens le concernant (combat contre l'avortement et contre l'organisation d'une Gay Pride à Sion). Ce « n'était pas nécessaire » puisqu'il s'agit d'informations « remontant à presque 20 ans (1997 et 2001) », sans lien avec l'actualité et « dénuées de tout lien avec le thème » (considérant 7.2.1) traité dans le reportage. Selon l'AIEP, « contrairement à l'avis de la SSR, il n'y avait aucun intérêt » (idem) à établir un lien entre les croyances de Dominique Giroud et ses activités professionnelles. Sur ce point, les journalistes de la RTS se sont montrés incapables de corriger leurs erreurs passées. Pire : ils les ont aggravées. L'AIEP (décision du 17 octobre 2014) et le Tribunal fédéral (arrêté du 1^{er} mars 2016) avaient en effet déjà blâmé la RTS pour avoir évoqué ces mêmes faits dans un reportage diffusé lors du « 19:30 » du 6 décembre 2013. Or, constate l'AIEP, le reportage de « Temps Présent » rappelle les croyances de Dominique Giroud et ces faits anciens « de manière beaucoup plus marquée que dans l'émission du 19:30 du 6 décembre 2013 » (idem). En conséquence des fautes résumées ci-dessus, l'AIEP conclut : « La RTS a ainsi jeté le discrédit sur Dominique Giroud » (idem).

Medienmitteilung

SRG-Magazin „Temps Présent“ durch die UBI scharf gerügt

Die Unabhängige Beschwerdeinstanz (UBI) hat Dominique Giroud in Bezug auf die Beurteilung eines Berichts des zur SRG gehörenden Sender RTS (Radio Télévision Suisse) recht gegeben. Das Westschweizer TV-Nachrichtenmagazin „Temps Présent“ musste dabei herbe Kritik einstecken. Die nun vorliegende Begründung liest sich wie eine endlose Auflistung von schwerwiegenden Fehlern von Journalisten des RTS: Die Reportage sei voreingenommen gewesen, habe ein einseitiges negatives Bild von Dominique Giroud gezeichnet und wesentliche Informationen ausgeblendet, die für die Meinungsbildung des Publikums wesentlich gewesen wären. Damit sei Dominique Giroud diskreditiert, wesentliche journalistische Sorgfaltspflichten missachtet und das Sachgerechtigkeitsgebot verletzt worden. In fast 50 Jahren ihres Bestehens ist es erst das dritte Mal, dass die renommierte Fernsehsendung „Temps Présent“ durch die UBI wegen Verletzung des Sachgerechtigkeitsgebots gerügt wird.

Lausanne, 10. Januar 2017 – Am 25. August 2016 hat die Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen (UBI) eine Beschwerde von Dominique Giroud gutgeheissen und rügte das Nachrichtenmagazin „Temps Présent“ dafür, mit seinem 52-minütigen Bericht «Affaire Giroud, du vin en eaux troubles» vom 22. Januar 2015 den Ruf des Winzers geschädigt zu haben. Heute hat die UBI auf ihrer Website die Entscheidungsgründe publiziert (siehe www.ubi.admin.ch). Sie lesen sich wie eine endlose Liste (23 Seiten) von schwerwiegenden Fehlern, die von den Journalisten von RTS, namentlich Pietro Boschetti und Phillippe Mach, unter der Leitung von Jean-Philipp Ceppi, zu verantworten sind. Sie alle werden beschuldigt, eine Sendung produziert zu haben, in der ausschliesslich nachteilige Aussagen über Dominique Giroud verbreitet werden und in der nichts zu seinen Gunsten berichtet wird (E. 7.5.6), die Informationen, die für das Verständnis der Öffentlichkeit wesentlich sind, ausblendet (E. 7.4.2), die Dominique Giroud diskreditiert (E. 7.2.1.) und ihn als verachtungswürdige Person erscheinen lässt (E.7.4.2), die wesentliche journalistische Sorgfaltspflichten verletzt (E. 7.5.6) und es den Zuschauern unmöglich macht, sich eine eigene Meinung über Dominique Giroud bilden zu können (E. 7.6.3). Der grösste Vorwurf der UBI an die Journalisten des „Temps Présent“ besteht in der Irreführung der Zuschauer über den Zweck und den Inhalt der Sendung. Angekündigt wurde ein Bericht über Funktionsmängel im Überwachungssystem des Weinbaus und – handels. Der ausgestrahlte Bericht hielt sich aber nicht an diesen Rahmen, sondern blendete themenrelevante Fakten aus und fügte irrelevante Fakten hinzu, womit Dominique Giroud in moralischer, persönlicher und geschäftlicher Hinsicht negativ dargestellt wurde (E. 7.6.2). Die UBI ist zum Schluss gekommen, dass „Temps Présent“ damit das Sachgerechtigkeitsgebot missachtet und gegen das Gesetz, namentlich gegen Art. 4 Abs. 2 RTVG, verstossen hat (E. 7.7). In fast 50 Jahren ihres Bestehens ist es erst das dritte Mal, dass die renommierte Fernsehsendung „Temps Présent“ durch die UBI wegen Verletzung des Objektivitätsgebots und der Wahrheitspflicht gerügt wird.

Der Mediensprecher von Dominique Giroud stellt fest: „Als der Journalist Pietro Boschetti uns kontaktierte, war für uns von Anfang an klar, dass sein Anliegen, über Mängel des Überwachungssystems im Weinbau zu berichten, nur ein Vorwand

darstellte. Er hatte dabei nur im Sinne, belastende Tatsachen gegen Dominique Giroud zu finden, selbst unter Inkaufnahme der Verdrehung von Tatsachen. Wir sagten ihm, dass er sich auf einem falschen Weg befinde, doch seine Vorurteile gegen Dominique Giroud waren stärker. Das Ergebnis zeigt sich in der unwürdigen Berichterstattung von „Temps Présent“. Es ist eine Beleidigung für die Journalistenbranche, die nicht ohne Konsequenzen bleiben darf. Wir werden dafür sorgen, dass, im Einklang mit dem Gesetz, die Verantwortlichen des RTS die notwendigen internen Massnahmen ergreifen, um sicherzustellen, dass solche Fehler in Zukunft vermieden werden.“

In der Beschwerde gegen das „Temps Présent“ hat Dominique Giroud auch eine Persönlichkeitsrechtsverletzung geltend gemacht. Diese liegt jedoch ausserhalb der Beurteilungszuständigkeit des UBI und wurde auf den Zivilweg verwiesen.

Der Mediensprecher von Dominique Giroud erläutert dazu: „Zivilrechtlich hat Dominique Giroud im November 2016 eine Klage gegen die SRG eingereicht. Gegenstand der Klage ist die Verletzung seiner Persönlichkeitsrechte und eine Schadenersatzforderung von mind. CHF 15 Millionen aufgrund einer Hetzkampagne der SRG, die auch mit dem Bericht von „Temps Présent“ des 22. Januar 2015 fortgesetzt wurde. Die vorliegende Rüge der UBI stärkt diese Klage.“

Anlässlich des Entscheids der UBI möchte Dominique Giroud nochmals untermauern, dass er noch nie von einem Gericht oder Staatsanwalt für seine önologische Tätigkeit bestraft worden ist. Er hofft, dass dies eines Tages von der Öffentlichkeit anerkannt wird und die unbegründeten Anschuldigungen enden.

Kontakt

Marc Comina, mc@marc-comina.ch, +41 79 128 34 95

Finden Sie auf www.dominique-giroud.com (Rubrik « Actualités ») diese und weitere vollständige Antworten von Dominique Giroud zu den ungerechtfertigten Vorwürfen, er habe Weine illegal gepanscht und damit Verbraucher betrogen.

Anhang: Nicht vollständige Liste der begangenen Fehler von „Temps Présent“

1. Die Berichterstattung von „Temps Présent“ hat Informationen, die für das Verständnis der Öffentlichkeit in Bezug auf die angeblichen Weinverschnitte wichtig sind, ausgeblendet (E. 7.4.2). Gemäss der UBI ist das Ausklammern solcher Informationen ein Zeichen der einseitigen negativen Berichterstattung gegen Dominique Giroud. Wesentliche Tatsachen, die im Bericht nicht erwähnt wurden, sind:
 - 1.1. Die fehlenden Bilanzierungen für den Weinkeller der Giroud Vins SA während sieben Monaten zwischen 2007 – 2008 werden im Bericht als Mittel zur Verheimlichung von schwerwiegenden Unregelmässigkeiten beim Verschneiden ihrer Weine dargestellt. Die UBI weist darauf hin, dass sich RTS bewusst war, dass Dominique Giroud die fehlenden Bilanzierungen nachgereicht hatte und diese absolut keine Unregelmässigkeiten aufwiesen. Die UBI stellt weiter fest, dass „Temps Présent“ den für das Verständnis der Öffentlichkeit wesentlichen Elementen unberechtigterweise ausgewichen ist, weshalb es dem Zuschauer nicht möglich war, sich eine richtige Meinung darüber zu bilden (E.7.4.3).
 - 1.2. Die UBI betont, dass es das RTS nicht für nötig hielt, darauf hinzuweisen, dass jährlich viele Weingüter aufgrund von Unregelmässigkeiten mit ihrer Bilanzierung im Rückstand

sind (unvollständig, falsch oder nicht vorhanden) (E. 7.4.3), so dass Dominique Girouds Verhalten damit nicht als aussergewöhnlich erscheint.

- 1.3. Stets mit dem Ziel, den Betrachter zum Nachteil von Dominique Giroud in die Irre zu führen, wurde fälschlicherweise behauptet, dass es verboten sei, mehr als 15% eines Weins mit solchen einer anderen Sorte, eines anderen Produktionsorts oder eines anderen Jahrgangs zu vermischen (E. 7.4.2.). Der gesamte Bericht geht fälschlicherweise von einer absoluten Grenze für das sog. Verschneiden von Weinen von 15% und nennt das – wieder unrichtig – eine «règle d'énorme tolérance». Ferner wird verschwiegen, dass es viele Ausnahmen von dieser Regel gibt (beispielsweise wird für den Wein von St. Saphorin eine Verschnittmenge von 49% gewährt), deren Erwähnung die Schwere der angeblich begangenen Taten von Dominique Giroud relativiert hätten.
- 1.4. Um Dominique Giroud zu diskreditieren, blieb im Bericht auch unerwähnt, dass die Weinverschnitte in den Jahren 2006 und 2009 nur ganz geringe Mengen der von ihm in dieser Zeit gehandelten Weine betroffen haben.
- 1.5. „Temps Présent“ hat nicht darauf hingewiesen, dass Yves Steiner, ein ehemaliger Journalist des RTS, der ein Interview zum Bericht beigetragen hatte, in einem Genfer Verfahren wegen Betrug und Vertrauensbruch angeklagt wurde und eine persönliche Auseinandersetzung mit Dominique Giroud hatte (Strafanzeige) (E.7.4.4.).
2. Der Bericht des „Temps Présent“ war mit dem einzigen Zweck, dem Ruf von Dominique Giroud zu schaden, in der Auswahl der Themen, welche mit der anfänglichen Fragestellung des Überwachungssystems des Schweizer Weinbaus wenig zu tun hatten, voreingenommen. Zwei Beispiele:
 - 2.1. Im sechsten Teil des Berichts wird die Beziehungen zwischen Dominique Giroud und Maurice Tornay berichtet, die, entgegen den Behauptungen von RTS, keinen relevanten Bezug zum Thema Weinhandel aufweist.
 - 2.2. Derselbe Mangel besteht auch im siebten und letzten Teil des Berichts, wo es um Steuerverpflichtungen von Dominique Giroud geht und nicht um Praktiken im Weinhandel.
3. Der Bericht von „Temps Présent“ hat die Ansichten von Dominique Giroud nicht richtig wiedergegeben. Beispielsweise ist es dem Moderator von „Temps Présent“ nicht gelungen, genügend Gründe für den Rückzug einiger Aussagen aus dem Interview durch den Mediensprecher von Dominique Giroud und für den Verzicht der Teilnahme an der Berichterstattung, welche am 17. Dezember 2014 ausführlich per E-Mail diskutiert wurde, zu nennen. Eine kurze Zusammenfassung der eben genannten E-Mail hätte genügt, die Gründe für den Rückzug der Aussagen und Ansichten von Dominique Giroud darzulegen. Im Gegensatz zu den Angaben von RTS geschah der Rückzug nicht aus persönlichen Gründen, sondern war Folge der Vorwürfe und Anschuldigungen gegen seinen Mandanten, die später in der Sendung ausgestrahlt wurden (E. 7.5.4).
4. Im Gegensatz zu ihren gesetzlichen Verpflichtungen haben die Journalisten des „Temps Présent“ die Ansichten von Dominique Giroud nicht mit ihren bestmöglichen Argumenten dargestellt. Schlimmer noch: Sie haben kein einziges Argument für Dominique Giroud vorgebracht. Die UBI stellte fest, dass der Bericht keinerlei positive Elemente für Dominique Giroud beinhaltete und nichts zur Qualität seiner Weine gesagt wurde, mit denen er in der Schweiz und im Ausland stets sehr erfolgreich war und für die er über 300 Auszeichnungen erhalten hat.
5. Der Bericht von „Temps Présent“ hat mit der Wahl von negativen Ausdrücken ein verzerrtes Bild und einen falschen Eindruck der Öffentlichkeit über Dominique Giroud vermittelt.
6. Der Bericht des „Temps Présent“ machte den Fehler, sich stark auf die Steuerhinterziehung von Dominique Giroud zu stützen: Die übermässige Behandlung dieses Themas über den gesamten Bericht hinweg durch Kommentare von Voice-over, Nachstellungen, Interviews usw. war unter dem angekündigten Vorhaben, Mängel des schweizerischen

Überwachungssystems des Weinbaus zu thematisieren, nicht gerechtfertigt und hat die öffentliche Meinung über Dominique Giroud negativ beeinflusst (E. 7.3). Die UBI weist weiter darauf hin, dass die Staatsanwaltschaft des Kantons Waadt die Steuerhinterziehung von Dominique Giroud nicht als schwerwiegend eingestuft hatte (E. 7).

7. Der Bericht des „Temps Présent“ machte weiter den Fehler, den religiösen Glauben von Dominique Giroud und diesbezüglich veraltete Angelegenheiten zu erwähnen (Kampf gegen die Abtreibung und gegen die Organisation einer Gay Pride in Sion). Dies sei nicht notwendig gewesen, da es sich um Angelegenheiten vor 20 Jahren (1997 und 2001) handle, welche keine Verbindung zum angekündigten Thema des Berichts aufweisen (E. 7.2.1). Gemäss der UBI gab es entgegen der Auffassung von RTS kein Interesse daran, eine Verbindung zwischen dem Glauben von Dominique Giroud und seiner beruflichen Tätigkeit herzustellen. Bezüglich dieses Punktes seien die Journalisten von RTS nicht in der Lage gewesen, ihre vergangenen Fehler zu korrigieren. Schlimmer noch, sie haben sie noch verschärft: Die UBI (Entscheidung vom 17. Oktober 2014) und das Bundesgericht (Beschluss vom 1. März 2016) haben RTS in Bezug auf einen anderen, ähnlich konfusen Bericht in der Sendung „19:30“ vom 6. Dezember 2013 bereits früher gerügt. Allerdings stellt die UBI heute fest, dass der Bericht von „Temps Présent“ vom 22. Januar 2015 den Glauben von Dominique Giroud und die erwähnten, der Vergangenheit angehörenden Angelegenheiten in einer viel stärkeren Art und Weise als in der Sendung vom 6. Dezember 2013 thematisiert hatte. Wegen den oben zusammengefassten Fehlern kommt die UBI im aktuellen Entscheid zum Schluss: „RTS hat Dominique Giroud diskreditiert“.